

Paris, le 23 décembre 2021

Objet : Votre interview du 22 décembre 2021 au journal « La Croix »

Monsieur le Vice-président de la Commission européenne,

J'ai pris connaissance de votre interview du 22 décembre dans le journal « La Croix » sur les enjeux énergétiques.

En tant que président du Céréme, un think tank indépendant qui a pour but de diffuser une information complète et objective sur l'énergie, permettez-moi de vous exprimer mon vif étonnement quant à vos affirmations sur le coût des énergies renouvelables et sur le fait que l'énergie nucléaire, bien que totalement décarbonée, serait une énergie « de transition » dans la même case que le gaz, énergie fossile carbonée.

Sur le sujet des coûts, vous savez mieux que personne que le coût direct d'une énergie n'a aucun sens si l'on ne tient pas compte de tous les coûts induits. Or, même si les équipements de production d'électricité éolienne ou solaire ont vu leur coût baisser pour une puissance donnée, l'ensemble des coûts indirects qu'imposent aux consommateurs et contribuables européens les énergies intermittentes n'ont cessé d'augmenter.

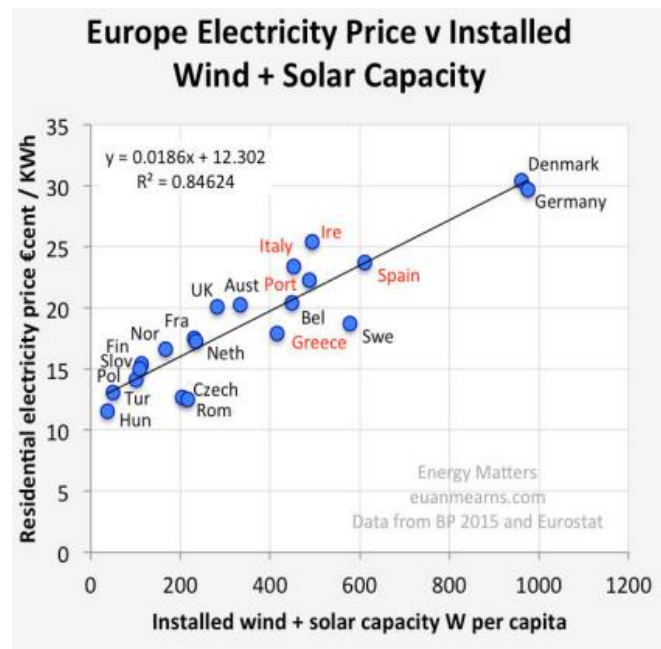
Tel est le cas des coûts de raccordement au réseau et d'adaptation fondamentale de ces réseaux pour capter d'innombrables productions diffuses et aléatoires d'électricité, alors qu'ils étaient conçus pour la distribuer à partir d'un petit nombre de centrales de production pilotables et de forte puissance. Tel est le cas aussi des coûts des centrales fossiles qu'il faut mettre en place comme en Allemagne, pour sécuriser grâce au gaz et au charbon l'approvisionnement les jours sans vent ni soleil.

A noter qu'une énergie comme l'éolien qui est en production quand le vent souffle dans toute l'Europe avec un marché spot qui chute et qui ne produit pas quand le vent tombe et quand les cours spot sont au plus haut, ne peut être mesurée par un coût « moyen » !

En outre, dans le cas de la France, il s'ajoute le coût indirect (d'opportunité ou du renoncement) du ralentissement des productions des centrales nucléaires qui résulte de la priorité d'accès au réseau donnée aux énergies intermittentes, alors que du point de vue économique et climatique, il serait préférable d'utiliser en priorité l'énergie nucléaire dont le coût marginal est quasi nul.



L'addition de ces trois coûts indirects explique la constatation faite à travers toute l'Europe que plus les pays misent sur les énergies intermittentes et plus le coût de l'électricité est élevé, comme le montre le graphique ci-dessous.



Il me semble que les lecteurs de « La Croix » mériteraient d'être mieux informés à ce sujet de la part du Vice-président de la Commission Européenne.

Quant à la classification du nucléaire, je sais toute la difficulté pour la Commission de réconcilier des positions très divergentes selon qu'on juge d'après les observations scientifiques comme le JRC, en prenant en compte les données d'expérience de la sûreté nucléaire au sein de la communauté européenne, ou selon les positions anti-nucléaires adoptées par certains pays membres.

Pourtant, l'actualité des tensions sur le marché du gaz et de l'électricité vient à point nommé montrer qu'en n'ayant que trop retardé le développement de nouvelles centrales nucléaires, l'Europe s'est enfoncée dans une double impasse qui menace ses objectifs climatiques de neutralité carbone et de sécurisation de son approvisionnement.

Il ne s'agit plus ici de jouer sur les couleurs vertes, bleues ou noires, qui ne figurent pas dans la Taxonomie. Si ses concepteurs ont eu la sagesse de retenir le mot « Sustainable » c'est à dire durable, c'est que la question est celle de la maîtrise du climat dans l'urgence d'une transition vers un modèle économique et climatique durable.

Or, tous les experts mondiaux du climat rejoignent les conclusions du JRC européen pour dire que la réduction des émissions de GES ne se réalisera pas sans un fort développement de l'énergie nucléaire.



Le temps de construction de nouvelles centrales, reflet des précautions extrêmes concernant leur sûreté, n'a pas empêché la France de se doter il y a 50 ans d'un parc de centrales qui joue un rôle clé pour stabiliser la « plaque électrique » européenne. Et s'il n'y avait pas eu un courant irrationnel d'hostilité au nucléaire, on ne connaîtrait pas les tensions actuelles sur le gaz et le recours massif au charbon .

Il est donc temps, Monsieur le Vice-président, que la Commission donne aux acteurs de la filière électronucléaire l'horizon de stabilité à long terme dont elle a besoin pour redevenir productive et compétitive, en adoptant pour ce secteur la classification durable de la taxonomie.

Ceux qui s'y opposent porteront une lourde responsabilité aux yeux des nouvelles générations quand celles-ci réaliseront que derrière l'illusion des énergies du vent et du soleil, se cache une réalité de coûts très élevés, de maintien des émissions de gaz à effet de serre et de mise de l'Europe en situation de dépendance vis-à-vis de la Russie.

Que ce soit sur les coûts, les délais de construction, la gestion des déchets, la filière électro nucléaire a toutes les solutions technologiques pour progresser en performance et en sûreté. Seul lui manque le soutien « durable » des responsables politiques et un engagement à très long terme (30 ans) qui lui permettra de redevenir un leader mondial industriel, comme l'aéronautique européenne, et un élément clé pour faire du continent européen le plus gros contributeur mondial à la réduction des émissions de GES et le premier à atteindre la neutralité carbone.

Il est temps, Monsieur le Vice-président que les responsables les plus éminents de nos institutions européennes relaient les conclusions de tous les experts scientifiques auprès de l'opinion publique. Et qu'on ne laisse pas dans ce secteur complexe de l'énergie le champ libre aux courants populistes ou aux groupes qui défendent seulement des intérêts particuliers.

Je vous prie d'agréer, M. le Vice-président, l'assurance de ma considération distinguée.

Xavier MORENO,
président du Céréme